

Aujourd'hui, mercredi 3 novembre 2010, nous avons pu recevoir par liste de diffusion générale un mail de la présidence (le troisième depuis la rentrée) dénonçant et voulant poursuivre en justice les « individus et organisations » ayant appelé à l'occupation.

Cette occupation, est rappelons le, une décision de l'Assemblée Générale de Bron, elle même appelée par André Tiran par mail le mardi 02 novembre.

Dans ce mail, l'équipe présidentielle semble faire la description de l'Apocalypse, en décrivant le « saccage » commis lors de l'occupation de l'université.

Il n'y a pas eu de saccage de la faculté, mais des dégradations qui, bien sûr, ne servent pas notre lutte. Les exhiber, les grossir et les criminaliser, comme le font la présidence et le ministère, n'aboutira à rien.

Ces « dégradations », mineures, le sont d'autant plus au regard de l'état général du campus de Bron. En effet, l'université ne communique pas par mail les rapports de sécurité quand à l'état du campus, et de la présence, notamment, d'amiante, de plomb, et d'infrastructures dangereuses.

De plus, les sources sont contradictoires sur la réalité des soi-disantes « archives brûlées », celles-ci étant enfermées dans des secrétariats qui n'ont pas été forcés.

Ainsi, la présidence de Lyon 2 instrumentalise cet événement pour balayer les exigences des délégations d'étudiants pour exiger la levée des absences et du contrôle continu, ainsi que la banalisation des cours le jour des Ags<sup>1</sup>.

Nous rappelons à l'équipe présidentielle et à l'ensemble de la communauté universitaire que le chiffon rouge des « casseurs » agité pour briser les mouvements sociaux et les mobilisations collectives est déjà utilisé à ce jour par le gouvernement actuel.

Cette campagne médiatique ne déviara pas l'attention des étudiants des problèmes réels posés par les pouvoirs en place.

En particulier, les violations flagrantes aux droits démocratiques dont le gouvernement s'est rendu coupable ces dernières semaines sur notre agglomération ne seront pas oubliées.

Les casseurs, c'est d'abord ceux qui veulent condamner les travailleurs aux travaux forcés jusqu'à 67 ans ; ceux qui sont en train de réduire en poussière la Sécurité Sociale, c'est à dire le droit à la santé; ceux qui sont prêts à séquestrer des centaines de personnes sur une place publique, et à les trier en fonction de critères ethniques, sociaux et d'âge, comme cela s'est passé Place Bellecour, il y a deux semaines !

Il serait judicieux que la présidence de l'Université condamne ces casseurs là, plutôt que de faire appel à leur police - c'est à dire à leur police politique - pour régler des conflits internes à l'université.

Par ses mails quotidiens et la surmédiatisation, la présidence de Lyon 2 ne fait que confirmer quel parti elle adopte en ces temps de mobilisation nationale contre des réformes anti-populaires.

Elle fermait ainsi administrativement en octobre l'université alors que le mouvement subissait une répression hallucinante sur Lyon, elle diffame la mobilisation lycéenne, et enfin, menace de poursuites judiciaires des militants et des organisations étudiantes appelant à la mobilisation universitaire.

Ce n'est que le reflet d'une politique de la répression pour casser le mouvement social.

De plus, nous demandons à l'équipe présidentielle des explications sur la communication faite suite au « saccage » de l'université. Elle qui se dit prompte à défendre l'image de l'université et s'assurer de son « rayonnement », fait des déclarations fracassantes dans la matinée au Monde, RTL et TF1, repris en chœur par Valérie Pécresse.

---

1 Note de l'éditeur : Du changement dans le lexique médiatique de cette même *présidence Lyon 2*, qui opéra un glissement de sens notable, de « casseur » est passée à « barbare », en décrivant le « saccage » lors de l'occupation de l'université.

La rapidité avec laquelle celle-ci s'est saisie de cette soi-disant " affaire " montre toute la fébrilité du pouvoir, sa peur d'une mobilisation massive de la jeunesse !  
En effet, comment peut-on croire une seconde que cette dernière, la bouchère en chef de l'université publique, s'intéresse à l'état de nos locaux ? Sa seule hantise, c'est que nous prenions le chemin des rues !  
Continuons à nous mobiliser et à nous réunir !